

CONCLUSION

En préliminaire à ma conclusion sur les communications de cette journée, je ferai une très brève revue de presse éclectique, soit quatre à cinq articles glanés dans les grands quotidiens marseillais, sur près d'un siècle.

Le 19 juillet 1862, *Le Sémaphore* fait ressortir la qualité de la production de la fabrique de chapeaux des veuves Vieil et Valagnosc, fondée au milieu du XIX^e siècle, rue Ferrari à Marseille (médaille d'or de l'exposition universelle de Londres), qui exporte vers l'Italie, la Belgique et la Grande-Bretagne et emploie 200 ouvrières.

En septembre 1868, les colonnes du *Petit Marseillais* s'ouvrent à une polémique entre deux littérateurs, le feuilletoniste de Briey et Marius Carbonel. Le premier, au nom de la liberté du travail s'élève contre les propos «sexistes» du second à l'égard des serveuses dans les brasseries qui ôteraient le travail à trois cents garçons limonadiers de la ville. Carbonel réfute le plaidoyer de Briey au nom de la sacro-sainte morale: «Le droit au travail pour la femme... ne comporte point son intronisation dans certains établissements publics. Loin de lui ouvrir une carrière honorable et qui lui permette de soutenir ses vieux parents, son entrée au café borne son horizon et ne lui présente pour ressource qu'un précipice où elle donnera bientôt tête baissée et ce précipice se nomme: la maison des Filles de Joie». Autrement dit, servir au café serait pour les femmes l'apprentissage du «plus vieux métier du monde».

Le même *Petit Marseillais* relevait en 1893 (le 26 mars) que «l'industrie des couronnes funéraires faisait travailler depuis vingt ans, 1500 femmes dans la ville. L'année suivante, il insistait sur la féminisation des Postes et Télégraphes, les fameuses «demoiselles des PTT».

Un demi-siècle plus tard, le 10 décembre 1944, *Le Méridional*, jeune quotidien né à la Libération, l'un des premiers journaux marseillais à annoncer la nouvelle du droit de vote enfin reconnu aux Françaises, titre «La nursery à l'usine ou la mère à la maison» et au nom de l'intérêt de la famille prône la deuxième solution¹.

1. Voir Hélène ÉCHINARD, «La presse quotidienne et la citoyenneté des femmes (août 1944-avril 1945)» dans Geneviève DERMENJIAN (dir.), *Femmes entre ombre et lumière, recherches sur la visibilité sociale (XVI^e-XX^e siècles)*, Paris, Publisud, 2000, p. 276.

Le rôle de pionnières dans l'histoire du travail des femmes joué par l'Université de Provence et notre association les Femmes et la Ville (AFV) a été évoqué ce matin, tant par Linda Guerry, coordonnatrice de cette journée, dans son introduction, que par Eliane Richard dans sa communication, je n'y reviendrai pas. Je reprendrai simplement le décompte des notices dans notre ouvrage *Marseillaises, Vingt-six siècles d'Histoire* en rapport avec notre sujet.

Sur 320 notices, dont une trentaine de « collectives », 195 concernent des femmes exerçant une activité, le plus grand nombre étant réparti sur les XIX^e et XX^e siècles : 40 font partie du monde du spectacle, 20 de celui de la création artistique, musique, peinture, sculpture (aujourd'hui, nous aurions aussi des architectes), 20 sont des « femmes de lettres » ou « écrivaines », 10 sont journalistes, 36 enseignantes, 17 exercent des professions libérales ou de santé, 28 sont des femmes d'affaire ou chefs d'entreprise, 24 sont des femmes au travail (ouvrières, artisanes ou commerçantes) dont la moitié sont saisies collectivement. Tout ceci sans tenir compte des religieuses enseignantes ou dispensant des soins qui ont été mentionnées dans ce dictionnaire souvent en raison de la trace toponymique qu'elles ont laissée dans la ville (Dominicaines, Récollettes, Bernardines...).

Les communications de ce matin ont toutes montré, outre le rôle pionnier de l'AFV, les difficultés rencontrées par la « fabrique de l'histoire du travail des femmes » : d'abord, comme l'a souligné Linda Guerry, le retard pris par la France sur les pays anglo-saxons ; ensuite, dans les années soixante, ce sont les sociologues (femmes en tête avec Andrée Michel, Évelyne Sullerot ou Madeleine Guilbert) plus que les historiens qui ont abordé la question.

L'intérêt du sujet n'a pas échappé aux mouvements féministes des années soixante-dix, mais du coup, certains ont pu penser que cette histoire du travail féminin ne serait pas « objective ». L'apport d'historiennes reconnues comme Michelle Perrot, soutenue par notre maître Georges Duby, ou encore Françoise Thébaud a bien démontré le contraire. Il en résulte des avancées notables dans la connaissance du travail féminin aux XIX^e et XX^e siècles, une connaissance qui reste pourtant relative car les statistiques, quand elles existent, restent floues. Ce « piège de la statistique » fonctionne à plusieurs niveaux :

- taux d'activité des femmes qui ne prend pas en compte l'activité domestique
- type et noms de métiers, avec des métiers présumés féminins comme ceux concernant les soins à la personne...

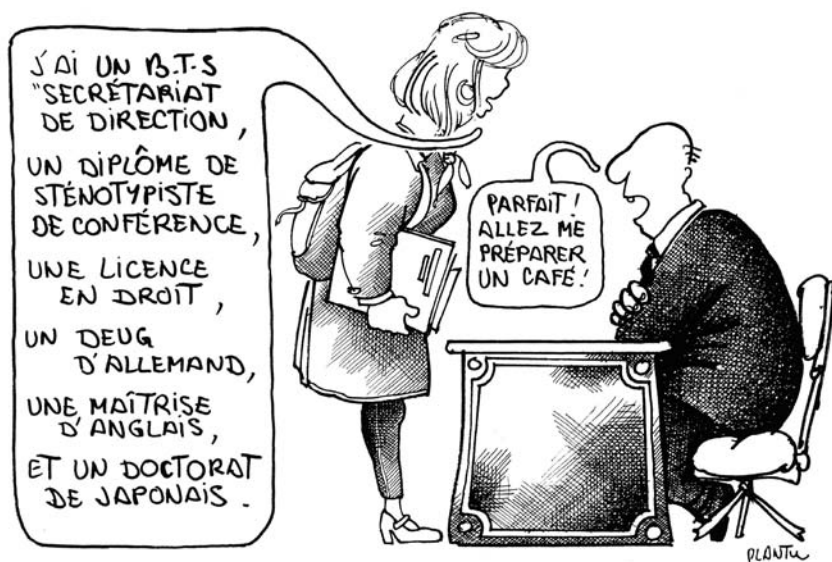
Tout concourt donc à rendre plus délicat d'appréhender le travail de la femme en tant qu'individu.

L'étude approfondie du travail féminin a fait tomber des idées reçues comme « la Guerre de 14, 89 de la femme ». En effet, les femmes ont toujours travaillé et même en fabrique ou manufacture, bien avant l'industrialisation

du XIX^e siècle et ses ouvrières d'usines. À Marseille, le personnel des manufactures de corail au XVIII^e siècle était majoritairement féminin et les « corailleuses » étaient présentes dans la cité depuis le Moyen Âge.

Ce travail des femmes dans un lieu spécifique, extérieur à leur domicile, n'a pas été assez pris en compte alors qu'il semblerait plus facile à cerner que celui des « ouvrières en chambre », travailleuses à domicile, qu'elles soient des « ravaudeuses » à leur compte ou des travailleuses payées (sous-payées) « à la tâche » ou « à la pièce ». Il est vrai qu'à l'intérieur d'une même famille élargie, tout le monde pouvait être concerné, enfants et ascendants, surtout quand il s'agissait de tâches simples à effectuer. Ce travail à la pièce, sorte d'esclavage domestique, s'est perpétué longtemps, sous la houlette de donneurs d'ouvrage, tel le garnissage des épaulettes de feutrine pour les uniformes de l'Armée qui employait encore toute une « légion » d'ouvrières en chambre dans les quartiers de Saint-Gabriel et de la Belle-de-Mai dans les années 1950-1960.

Aujourd'hui, l'étude du « genre », concept inspiré de l'anglo-saxon « gender », a le vent en poupe, mais comme le genre n'est pas exclusivement féminin, il faut tendre vers une étude « sexuée » du travail, en faisant ressortir, entre autres, les stéréotypes de la femme au travail et la concurrence femme/homme, en terme salarial. Les inégalités, les discriminations qui perdurent en défaveur des femmes (précarité, temps partiel, salaires inférieurs...) sont systématiquement dénoncées depuis 2004 par la HALDE. Mais est-ce suffisant ?



Dessin publié avec l'aimable autorisation de Plantu.

© Plantu, *Le Monde*, « Dossiers et Documents du Monde », n° 75, novembre 1980.

Il apparaît clairement que l'augmentation du taux d'activité des femmes ainsi que la féminisation des emplois, déjà évoquée, n'est pas forcément synonyme de progrès.

Le diptyque « à travail égal, salaire égal » est loin d'être une réalité puisque la femme reste encore sous-payée alors que, souvent surqualifiée, on la cantonne dans une sous-qualification.

À ce sujet, le dessin de Plantu (1980) est devenu une référence dans les manuels scolaires, ce qui est en soi une sorte de reconnaissance lorsque ces derniers daignent évoquer le problème qui reste d'actualité trois décennies plus tard.

En revenant au XIX^e siècle, il peut être utile de croiser les communications d'Éliane Richard pour Marseille et de Nathalie Ostrout pour Aix-en-Provence.

L'une a disposé pour Marseille, échantillon plus large, de deux points de comparaison : les recensements de 1851 et 1891 ; l'autre, pour Aix, de trois : les recensements de 1809, 1866, 1896. Mais, comme les changements sont très faibles entre 1809 et 1866, la comparaison garde toute sa pertinence. Elle témoigne d'une évolution semblable pour les deux villes dans la seconde moitié du XIX^e siècle : croissance de l'industrie et intégration de plus en plus grande des femmes dans le marché du travail. Et ceci pourrait être étendu à la France entière, ainsi qu'aux pays ou régions de l'Europe de l'Ouest et du Nord au développement industriel semblable (« révolution industrielle »), alors que les régions européennes du Sud (comme le Mezzogiorno italien) et de l'Est sont restées plus rurales.

Dans le cas des travailleuses immigrées, présentées par Linda Guerry pour la période de l'entre-deux-guerres, qu'elles soient italiennes, espagnoles ou arméniennes, on rencontre les mêmes problèmes statistiques et pratiquement les mêmes types de métiers que pour les Françaises, sauf pour la domesticité et les travaux de manutention pour lesquels les étrangères sont proportionnellement plus nombreuses. Bref, les travailleuses immigrées, présentes à Marseille dans l'entre-deux-guerres, cumulent tous les aspects discriminatoires que l'on pouvait trouver chez les travailleuses françaises à la fin du XIX^e siècle.

Renée Dray-Bensouan s'est penchée sur le travail des femmes pendant la Seconde Guerre mondiale. Vichy prône le retour de la mère au foyer et fait en sorte de le susciter, tout en développant une législation complexe voire confuse à force de vouloir pénaliser les femmes mariées, travaillant dans les emplois publics, au profit des jeunes célibataires désœuvrées. Dans le même temps, dans chaque municipalité, une « femme qualifiée » est désignée pour s'occuper des questions de bienfaisance, c'est le cas de Madame Brès à Marseille. La main-d'œuvre féminine tend à remplacer les prisonniers et par la suite les enrôlés du STO. La situation des étrangères réfugiées est des plus précaires, même si certaines échappent aux mailles du filet.

Après un tour d'horizon généraliste à propos des femmes sur le marché du travail, le matin, l'après-midi a été consacré aux conditions du travail féminin à travers trois exemples: les cigarières, les «entoileuses» et le travail des femmes dans les romans «marseillais» de Thyde Monnier.

Yvonne Knibiehler, fondatrice de notre association, a traité du cas des cigarières, employées du SEITA entre 1950 et 1990, selon quatre témoignages recueillis dans le cadre d'une enquête commandée à l'AFV qui a fait ainsi œuvre de «conservatoire de la mémoire». Edmonde Franchi a pu croiser des éléments de cette enquête qui lui ont été communiqués avec ses propres recherches pour monter son spectacle *Carmen Seita*.

Arlette Tollinchi a montré comment l'ouverture de l'aéroport de Marseille-Marignane dans les années 1920 a fait apparaître, pour un temps, des «entoileuses» travaillant sur place à la fabrication de ces «drôles de machines» dans des conditions environnementales exceptionnellement difficiles (des hangars ouverts à tous les vents). Selon la direction, il fallait «avoir un chromosome Y pour exercer ce métier».

Il serait intéressant de dégager des convergences entre la situation des cigarières et des entoileuses, et bien sûr aussi quelques divergences.

Dans les deux cas, le recrutement s'établit par connaissances, la «blouse» est un signe d'appartenance, le travail se fait dans un esprit d'équipe même si les «ateliers» des entoileuses sont de taille plus réduite. L'encadrement social, qui existe assez tôt pour elles, reste cependant moins poussé qu'au SEITA et s'il en fait des travailleuses relativement privilégiées, c'est cependant à un degré moindre que celui des employées de la régie des tabacs. Celles-ci apparaissent comme des représentantes d'une aristocratie ouvrière que l'on retrouve ailleurs chez les «Renault» pendant les années fastes de l'après-guerre. Au SEITA, cet «apogée de la condition ouvrière» féminine est le résultat d'un processus d'évolution sur un siècle et demi qui s'est exercé à l'intérieur d'une même profession et dans lequel les revendications, d'abord spontanées, puis syndicales ont joué un grand rôle. La grève de 1887 est ainsi résumée par Jacques Bonnadier: «cinq à six cents femmes en colère, encouragées par des comités de soutien et par la municipalité elle-même. Meetings de lutte, défilé, rassemblement, délégation à la préfecture aboutissent à la démission réclamée du directeur Roustan»².

On retrouve, dans le triptyque traditionnel des industries marseillaises: savonneries, huileries, tuileries³, cette double constante: d'une part, la fierté

2. Extrait de sa notice «Cigarières» dans *Marseillaises, vingt-six siècles d'Histoire*, p. 73-74, voir aussi du même auteur *La Belle-de-Mai au temps des cigarières et des petits bals*, Marseille (1977) ainsi que Sylvie CLAIR (dir.), *10, rue Bleue, Histoire et reconversion d'une manufacture des tabacs*, Marseille, 2003, catalogue de l'exposition des Archives communales de Marseille.

3. Les ouvrières des tuileries du bassin de Séon ont été, entre autres, étudiées par Lucienne BRUN dans *Sur les traces de nos pas... Mémoire du quartier né entre Saint-André et Saint-Louis*, Marseille, 2008.

d'appartenir à une entreprise dans laquelle on est entrée par la bouche à oreille, les connaissances et surtout par tradition familiale et d'autre part la solidarité ouvrière en général et féminine en particulier.

Les Tuileries du bassin de Séon employaient beaucoup d'étrangers, italiens surtout, arméniens aussi et parmi eux une main-d'œuvre féminine importante, sans oublier des enfants, encore, au début du siècle dernier. Lucienne Brun, pour son ouvrage, a utilisé comme Yvonne Knibiehler la méthode de l'interview.

Ici, le témoignage est celui d'une ouvrière employée pendant dix ans entre 1950 et 1960 aux Tuileries de Saint-André, pour effectuer un travail d'homme très pénible: «les tuileries, il fallait vraiment avoir faim pour y travailler [...], mais j'étais orpheline». Le travail à la chaîne était divisé entre la «crouitière» qui attrapait les lourds ballots d'argile, la «pressière» qui les mettait dans la presse tournante (au risque d'y perdre les bras) et la «charrieuse» qui retirait les tuiles moulées du tapis roulant pour les amener au séchoir sur des chariots, en fait de lourdes brouettes de fer. Enfin, les «tailleuses» ébarbaient les tuiles sèches avec leur propre couteau. En raison de la pénibilité, on faisait tourner les femmes dans les divers postes. Les gerçures et les crevasses, en sus des coupures, étaient lots courants; les chutes avec les chargements ralentissaient le travail et diminuaient le salaire de celles qui étaient «payées à la tuile». Le témoin, la trentaine venue, a quitté les tuileries pour l'usine chimique Procter (poudre à laver «Tide») qui, malgré des conditions peu idylliques, lui a semblé un paradis.

Pour clore cette manifestation, Jacqueline Duchêne a eu recours à la fiction, à travers les romans de Thyde Monnier empruntés à son cycle marseillais, aux débuts de sa production romanesque. Mais cette fiction n'est-elle pas le reflet de la réalité? Dans sa série des «Petites Destinées», Thyde Monnier insiste sur la pénibilité des travaux domestiques, en particulier dans *La Rue Courte*, roman paru en 1937. À cette époque, les appareils ménagers, sauf peut-être aux États-Unis, étaient des objets «futuristes». Thyde Monnier évoque la promiscuité du lavoir, ici à Allauch, tout comme le fait en 2005 Anny C. Paul dans *Le Secret d'Anna* pour le quartier du Panier également saisi entre les deux guerres. Frisette, l'héroïne de *La Rue Courte*, assure les travaux domestiques chez sa sœur qui l'héberge, mais va faire aussi «le gros» chez les autres. Il est bien heureux que son amour fou pour le beau Jean ne l'ait pas mise sur le trottoir comme tant d'autres dans les ruelles autour de l'Hôtel de ville. C'est elle qui va faire abandonner à Jean son activité de maquereau oisif pour en faire un travailleur ordinaire. C'est sans doute ici la partie la plus romancée, sinon romanesque, de *La Rue Courte*, surtout si l'on compare la réussite de Frisette à la déchéance plus véridique d'Angèle ou à la condition d'esclave domestique d'Arsule dans *Regain*, deux héroïnes pathétiques de romans de Giono du début des années trente, adaptés avec le succès que l'on sait par Pagnol au cinéma.

Ainsi la littérature et les films de cette période donnent à voir des femmes au travail, des femmes souvent maltraitées. *En rade* de Cavalcanti (1927), film « noir » du cinéma muet, montrait déjà la condition pitoyable d'une serveuse d'un bouge du port et l'atmosphère moite d'une blanchisserie qui étouffait son personnel féminin. Dix ans plus tard, *Au Soleil de Marseille* fait chanter la chaîne des ouvrières d'une savonnerie, complices joyeuses des amours de la fille du patron. Entre temps, Orane Demazis a incarné dans *Marius* (1931) Fanny la petite marchande de coquillage aux côtés d'Alida Rouffe, qui campe également une solide partisane dans *Toine* (1932). La représentation filmique de ces Marseillaises au travail varie donc de la peinture misérabiliste à l'idéalisation, mais toutes semblent accepter, de gré ou de force, leur sort.

Pourtant les ouvrières ont su très tôt s'organiser pour lutter contre la détérioration de leurs conditions de travail, telles les cigarières en 1853, lorsqu'elles étaient encore à la manufacture de la rue Sainte, préfigurant la grande grève de 1887, déjà évoquée. *Marseillaises, Vingt-six siècles d'Histoire* consacre une dizaine de notices biographiques aux premières syndicalistes, à partir de celles qui étaient déjà répertoriées dans le « Maitron ».

En 1878, se crée la « chambre syndicale des ouvrières marseillaises » présidée par Jeanne Royannez-Hugues (l'épouse de Clovis Hugues), alors que les syndicats ne pourront s'organiser qu'à partir de la loi Waldeck-Rousseau de 1884. Sur une trentaine existant alors à Marseille, cette chambre syndicale était la seule à regrouper des femmes et à ne pas désigner un corps de métier particulier.

Lors du congrès fondateur de la « Fédération du Parti des travailleurs socialistes », surnommé « l'immortel Congrès », qui se tient à Marseille, du 20 au 31 octobre 1879, on compte sur 130 délégués, 9 femmes dont 5 Marseillaises soit 4 couturières et une polisseuse. Soutenues par la présence revigorante d'Hubertine Auclert, elles y prennent la parole pour demander l'égalité des droits avec les hommes. Sans multiplier les exemples d'actes revendicatifs, signalons (grâce aux recherches d'Évelyne Lyon-Lavaggi) en novembre 1888, la grève des « aufêtes » mazarguaises menée par Christine Couranson qui crée en janvier 1889 le Syndicat Féminin de la Sparterie de Mazargues, un des premiers syndicats féminins marseillais.

Je terminerai cette rencontre sur « Les Marseillaises et le travail. Salariat et travail indépendant, XIX^e-XX^e siècles » en citant Linda Guerry, qui soulignait dans la présentation de cette journée « les dangers de faire des femmes un objet autonome d'histoire, alors que l'histoire est mixte ». Aujourd'hui, nous avons peu parlé des hommes. N'était-il pas difficile de procéder autrement ?

